

Le nouvel or du monde

Arlie Russell Hochschild, TRADUCTION **Laurence Bachmann**

DANS **NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES 2004/3 Vol. 23**, PAGES 59 À 74
ÉDITIONS **ÉDITIONS ANTIPODES**

ISSN 0248-4951

ISBN 9782940146451

DOI 10.3917/nqf.233.0059

Date de mise en ligne : 03/08/2015

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2004-3-page-59?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Antipodes.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le nouvel or du monde¹

Arlie Russell Hochschild

Clinton et Princela Bautista n'en savent peut-être rien, mais ces deux enfants élevés dans une petite ville des Philippines loin de leurs parents migrants sont concernés par une déclaration internationale. En effet, l'article 6 de la Déclaration des Nations Unies des Droits de l'Enfant (1959) stipule qu'un-e enfant « a besoin d'amour et de compréhension », qu'elle et il « doit, autant que possible, grandir sous la sauvegarde et la responsabilité de ses parents (...) » et que « l'enfant en bas âge ne doit pas, sauf circonstances exceptionnelles, être séparé de sa mère. » Pour l'instant ce ne sont que des vœux pieux, bien loin de suffire pour protéger les enfants exposés aux risques de la mondialisation.

La famille Bautista n'est, en effet, pas préservée des coûts humains de la mondialisation. Dans sa chambre à coucher, située à l'entresol de la maison de son employeur, à Washington D.C., Rowena Bautista conserve quatre photos sur sa coiffeuse : deux photos de ses propres enfants prises à Camiling, un village rural philippin, et deux autres des enfants dont elle s'est occupée en tant que nounou² aux États-Unis. Les photos de ses propres enfants, Clinton et Princela, datent d'il y a cinq ans. Comme elle l'a confié au journaliste du *Wall Street Journal* Robert Frank, les photos plus récentes « me rappellent tout ce que j'ai manqué. »³ Elle a manqué les deux derniers Noël, et, lors de sa dernière

1. Ce texte est publié avec l'aimable autorisation de l'autrice. La version en langue originale a initialement été publiée sous le titre « Love and Gold » dans Arlie Hochschild et Barbara Ehrenreich (Eds) (2003), *Global Woman: Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy* (2003), New York : Metropolitan Books, puis dans Arlie Hochschild (2003), *The Commercialization of Intimate Life. Notes from home and work*, Berkeley : University of California Press (N.d.l.r.).

2. Nous traduisons *nanny* par nounou (N.d.t.).

3. Les informations sur Rowena Bautista sont tirées de l'article de Robert Frank, « High-Paying Nanny Positions Puncture Fabric of Family Life in Developing Nations », *Wall Street Journal*, 18 décembre 2001. Tous les entretiens dont l'origine n'est pas spécifiée furent menés par l'autrice. Voir également Arlie Hochschild, « The Nanny Chain », *American Prospect*, 3 janvier 2000, pp. 32-36. La thèse de doctorat de Rhacel Parreñas sur la « mondialisation de la mère » est à l'origine de ma réflexion sur le sujet ; cf. son ouvrage *Global Servants* (2001, Palo Alto : Stanford University Press). Voir également le film *When Mother Comes Home*

for Christmas, réalisé par Nilita Vachani. Jusqu'à très récemment, très peu d'attention a été portée sur la « fuite du *care* » (*care drain*), même dans les recherches abordant les rapports sociaux de sexe. La plupart des écrits sur la mondialisation se concentrent exclusivement sur l'argent, les marchés et le travail masculin. D'autre part, nombre de recherches sur les femmes et le développement se sont focalisées sur l'impact d'« ajustements structurels » (demande d'emprunts de la Banque mondiale qui appellent à des mesures d'austérité) et sur la pauvreté. La plupart des recherches sur les femmes qui travaillent professionnellement aux États-Unis et en Europe s'appuient sur l'image d'une personne qui « concilie » aisément les deux sphères ou d'une « supermaman » solitaire ; elles ne prennent ainsi pas en compte les travailleuses du *care* qui s'occupent des enfants. Cependant, des chercheuses telles que Evelyn Nakano Glenn, Janet Henshall Momsen, Mary Romero, Grace Chang et les auteur-e-s inclus-e-s et référé-e-s dans *Global Woman* (Hochschild et Ehrenreich (Éds) ont produit, ces dernières années, des recherches importantes sur le sujet.

visite à la maison, son fils Clinton, âgé maintenant de 8 ans, a refusé de toucher sa mère. «Pourquoi es-tu rentrée?» a-t-il demandé.

Fille d'une enseignante et d'un ingénieur, Rowena Bautista a effectué des études d'ingénieure pendant trois ans, puis les a abandonnées pour partir à l'étranger en quête de travail et d'aventure. Quelques années plus tard, lors d'un voyage, elle est tombée amoureuse d'un ouvrier du bâtiment ghanéen avec qui elle a eu deux enfants qu'elle a ramenés aux Philippines. N'ayant pas trouvé de travail aux Philippines, le père des enfants est parti travailler en Corée, puis s'est éclipsé.

Rowena est repartie pour les pays riches⁴, rejoignant la masse croissante des mères des pays pauvres qui travaillent pour de longues périodes à l'étranger faute d'arriver à assurer les fins de mois chez elles. Elle a laissé ses enfants à sa mère, a engagé une nounou pour aider à la maison et s'est envolée pour Washington D.C. Elle trouve alors un emploi en tant que nounou, pour le même salaire qu'un médecin dans une petite ville des Philippines. Comme Rowena, les 40% des 792 000 personnes travaillant légalement dans l'économie domestique aux États-Unis sont nées à l'étranger. Comme Rowena, les 70% des émigrant-e-s des Philippines sont des femmes.

«Mon bébé»: c'est ainsi que Rowena appelle Noa, la fillette états-unienne dont elle s'occupe. Un des premiers mots de Noa a été «Ena», diminutif de Rowena. Et Noa a commencé à babiller en tagalog, la langue que Rowena parlait aux Philippines. Rowena réveille Noa à 7 heures du matin, l'emmène au centre de loisirs, pousse sa balançoire au terrain de jeu et la dorlote avant sa sieste. Comme Rowena l'a expliqué à Frank: «Je donne à Noa ce que je ne peux pas donner à mes enfants.» En retour, la fillette états-unienne donne à Rowena ce qu'elle ne reçoit pas chez elle. Comme le dit Rowena, «elle me donne l'impression d'être une mère».

Les enfants de Rowena vivent dans une maison de quatre chambres à coucher, avec ses parents et douze autres membres de la famille, dont huit enfants parmi lesquels certain-e-s ont aussi des mères qui travaillent à l'étranger. La figure centrale dans la vie des enfants – la personne qu'ils appellent «mama» – est en réalité leur grand-mère. Celle-ci travaille en tant qu'enseignante avec des horaires incroyablement longs – de 7 heures du matin à 9 heures du soir. En racontant son histoire à Frank, Rowena en dit très peu sur son père, le grand-père des enfants; aux Philippines, les hommes ne sont pas encouragés à participer activement à l'éducation des enfants et le père de Rowena est peu impliqué dans la vie de ses petits-enfants. Rowena a dès lors engagé Anna de la Cruz, qui arrive chaque jour à 8 heures pour faire la cuisine et le ménage et prendre soin des enfants. Pendant ce temps, Anna de la Cruz laisse son fils adolescent aux soins de sa belle-mère de quatre-vingts ans.

4. Nous traduisons *first world* par pays riches et *third world* par pays pauvres (N.d.t.).

La vie de Rowena reflète une tendance mondiale d'une ampleur croissante : l'importation de soins et d'amour des pays pauvres vers les pays riches. Depuis un certain temps, des professionnel·e·s hautement qualifié·e·s quittent les pays pauvres, avec leurs hôpitaux mal équipés, leurs écoles indigentes, leurs banques archaïques et leur manque de perspectives professionnelles, pour les pays riches, qui leur offrent des possibilités de travail plus intéressantes et mieux rémunérées. Alors que les nations riches deviennent toujours plus riches et que les nations pauvres deviennent toujours plus pauvres, ce flux à sens unique de capacités et de compétences ne cesse de creuser l'écart entre les un·e·s et les autres. Mais à cette fuite de cerveaux (*brain drain*) s'ajoute actuellement une tendance parallèle, moins visible et pourtant lourde de conséquences. Les femmes, qui prennent généralement soin des jeunes, des personnes âgées et des malades dans leurs propres pays pauvres, se déplacent pour prendre soin des jeunes, des personnes âgées et des malades dans les pays riches, que ce soit comme domestiques, comme nounous ou comme aides-soignantes : c'est la fuite du *care* (*care drain*).

Le transfert du Sud au Nord des travailleurs/ses du *care* n'est pas nouveau. Cependant, l'ampleur et la rapidité de la migration des femmes vers ces emplois est sans précédent. Parmi les facteurs qui y contribuent, il faut noter l'écart croissant entre les riches et les pauvres dans le monde globalisé. En 1949, Harry S. Truman déclarait dans son discours d'investiture que l'hémisphère sud – regroupant les nations post-coloniales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine – était sous-développé et que c'était le rôle du Nord d'aider le Sud à le « rattraper ». Mais, depuis lors, l'écart entre le Nord et le Sud n'a fait que s'amplifier. En 1960, par exemple, les nations du Nord étaient vingt fois plus riches que celles du Sud. Vers 1980, l'écart avait plus que doublé et le Nord était quarante-six fois plus riche que le Sud. En fait, selon une étude du Programme des Nations Unies pour le Développement, soixante pays sont dans une situation moins bonne en 1999 qu'en 1980⁵. Les entreprises multinationales sont les forces agissantes du nouveau système mondial avec ses inégalités grandissantes, comme le souligne William Greider et les 500 premières d'entre elles (168 en Europe, 157 aux États-Unis et 119 au Japon) ont multiplié par sept leur chiffre d'affaires durant les vingt dernières années (Greider, 1998 : 21).

Résultat de cette polarisation : la classe moyenne des pays du Sud gagne moins que la classe populaire des pays du Nord. Avant de quitter les Philippines pour les États-Unis et l'Italie, les travailleuses domestiques interviewées par Rhacel Parreñas dans les années 90 gagnaient en moyenne 176 \$US par mois, en occupant souvent des postes d'institutrices, d'infirmières ou d'employées dans l'administration. En effectuant des travaux moins qualifiés – même s'ils ne sont pas moins difficiles – en tant que nounous, employées domestiques et pourvoyeuses de soins, elles peuvent gagner 200 \$US par mois à Singapour, 410 \$US à Hong Kong,

5. *New York Times*, 1^{er} septembre 2001, A8.

700 \$US en Italie ou 1400 \$US à Los Angeles. À Colombo, au Sri Lanka, par exemple, une femme sans formation élémentaire peut gagner 30 \$US par mois, nourrie et logée, en tant qu'employée de maison, ou 30 \$US par mois en tant que vendeuse dans un magasin, sans nourriture ni logement ; mais en tant que nounou à Athènes elle peut gagner 500 \$US par mois, nourrie et logée.

L'argent que ces femmes envoient chez elles permet à leur famille de se nourrir et de se loger, et souvent de disposer d'un petit capital pour mettre en route un commerce. Sur les 750 \$US que Rowena Bautista gagne chaque mois aux États-Unis, elle envoie 400 \$US à la maison pour la nourriture, les habits et la scolarité de ses enfants, et 50 \$US à Anna de la Cruz qui partage cet argent avec sa belle-mère et ses enfants. Comme le démontre l'histoire de Rowena, une façon de s'adapter à l'écart entre les pays riches et les pays pauvres consiste à le réduire de manière individuelle – en se déplaçant vers un emploi mieux rémunéré.

Même si l'écart entre les riches et les pauvres se creuse sur la planète, celle-ci forme de plus en plus un tout du fait de la circulation des capitaux, des personnes, des images culturelles, des goûts des consommateurs et des produits. À travers la diffusion de films et de programmes télévisés occidentaux, avant tout états-uniens, les habitant·e·s des pays pauvres en savent maintenant beaucoup sur les pays riches. Mais ce qu'ils apprennent sur le Nord se résume à l'étalage des biens que les gens possèdent, comme une sorte de strip-tease.

Les inégalités grandissantes et l'attrait pour la prospérité des pays riches ont certainement contribué à ce que Stephen Castles et Mark Miller appellent la « mondialisation de la migration » (Castles et Miller, 1998 : 8 ; Zlotnik, 1999 : 22-61). Pour les hommes comme pour les femmes, la migration est devenue une solution privée à un problème public. Depuis 1945 et particulièrement depuis le milieu des années 80, cette migration concerne une part croissante de la population mondiale. Les pays que ces personnes quittent et vers lesquels elles se dirigent se diversifient. La migration n'est en aucun cas un processus inexorable, mais, comme Castles et Miller l'observent, « le volume des migrations augmente actuellement dans toutes les grandes régions » (Castles et Miller, 1998 : 5). L'Organisation internationale des Migrations estime que, en 1994, 120 millions de personnes, soit les 2% de la population mondiale, se sont déplacées d'un pays à un autre, légalement ou illégalement. Parmi ces migrant·e·s, 15 à 23 millions sont des réfugié·e·s et des requérant·e·s d'asile. Pour le reste, si certain·e·s se déplacent pour rejoindre des membres de leur famille ayant également migré, la plupart partent pour trouver du travail.

Comme l'ont montré plusieurs études, la plupart des migrations s'effectuent par contact personnel avec des réseaux de migrant·e·s composés de parents, d'ami·e·s ou de connaissances. Une personne migrante entraîne une autre. Des réseaux et des quartiers entiers partent travailler à

l'étranger, revenant avec des histoires, de l'argent, du savoir-faire et des contacts. De même que les hommes forment des réseaux à travers lesquels sont transmises les informations sur les emplois disponibles, les femmes aussi font circuler les informations qui les concernent. Une travailleuse domestique à New York, Dubaï ou Paris indique aux femmes de sa famille ou à ses ami-e-s comment accomplir les formalités, faire le voyage, trouver un emploi et s'installer.

Aujourd'hui, les femmes représentent la moitié de la population migrante du monde. Au Sri Lanka, une personne sur dix – des femmes pour la majorité – travaille à l'étranger. Et ce chiffre ne comprend pas celles et ceux de retour dans leur pays après avoir travaillé à l'étranger. Comme Castles et Miller l'expliquent :

«Les femmes jouent un rôle de plus en plus grand dans toutes les formes de migrations, et ceci dans toutes les régions touchées par ce phénomène. Dans le passé, la plupart des migrations de type économique et de nombreux mouvements de réfugié-e-s étaient à dominante masculine et la migration des femmes n'était souvent prise en compte qu'au titre du regroupement familial. À partir des années 60, les femmes ont joué un rôle majeur dans la migration économique. Aujourd'hui, les travailleuses sont majoritaires dans des mouvements de populations aussi divers que ceux du Cap-Vert en direction de l'Italie, des Philippines vers le Moyen-Orient et de la Thaïlande vers le Japon.» (Castles et Miller, 1998 : 9)⁶

Une grande partie de ces travailleuses migrent pour effectuer du travail domestique. La demande d'employées de maison a augmenté aussi bien dans les pays occidentaux, où elle avait presque disparu, que dans les économies à forte croissance telles que Hong Kong et Singapour où, selon les termes de Miller et Castles, «les employées de maison immigrées – des Philippines, d'Indonésie, de Thaïlande, de Corée du Sud et du Sri Lanka – permettent aux femmes des pays plus riches de saisir de nouvelles opportunités professionnelles.» (Castles et Miller, 1998 : xi)

Dans la classe moyenne des pays riches, le nombre de femmes insérées sur le marché du travail a considérablement augmenté. Le temps qu'elles consacrent au travail salarié s'est accru en nombre d'heures dans la journée, en nombre de mois dans l'année et en nombre d'années dans une vie. Elles ont dès lors besoin d'aide pour s'occuper de leur famille (Hochschild, 1997 : xxi, 268). Aux États-Unis, en 1950, les 15% des mères d'enfants âgés de moins de 7 ans exerçaient un travail rémunéré, contre 65% actuellement. Les 72% de toutes les femmes états-uniennes sont aujourd'hui actives

6. Voir aussi *The Technical Symposium on International Migration and Development*, Assemblée générale des Nations Unies, Session spéciale sur la Conférence internationale sur la population et le

développement, La Hague, Pays-Bas, 29 juin-2 juillet 1998, Executive Summary, p. 2. ; voir également *Migrant News*, N°2, novembre 1998, p. 2.

professionnellement. Parmi elles se trouvent les grands-mères et les sœurs qui, il y a trente ans, auraient été peut-être disponibles pour s'occuper des enfants de la famille. De même que les grands-mères des pays pauvres peuvent être en train de fournir un travail de soins rémunéré dans un autre pays pauvre, les grands-mères des pays riches sont également plus nombreuses à travailler. Cela constitue une raison supplémentaire pour les familles des pays riches de recourir à des services de soins en dehors de la famille.

Pour réussir professionnellement et faire carrière, les femmes des pays riches sont en effet confrontées à une très forte pression. La plupart des carrières sont encore basées sur un schéma (masculin) bien connu : il faut se profiler comme un-e vrai-e professionnel-le, entrer en compétition avec ses collègues, chercher à être reconnu-e, se construire une réputation, faire tout ceci pendant qu'on est jeune, capitaliser au maximum le temps disponible et réduire au minimum les tâches familiales en trouvant quelqu'un d'autre pour les effectuer. Dans le passé, le professionnel était un homme et le « quelqu'un d'autre » était son épouse. L'épouse gérait la famille, une institution flexible de type préindustriel au sein de laquelle se déroulaient les expériences humaines bannies du monde du travail : la naissance, l'éducation des enfants, la maladie, la mort. Aujourd'hui, une « industrie du *care* » grandissante s'est glissée dans le rôle traditionnel de l'épouse, créant une très réelle demande pour les femmes migrantes.

Mais si les femmes de la classe moyenne des pays riches construisent des carrières taillées dans le moule de l'ancien modèle masculin, en consacrant de longues heures à des emplois exigeants, les nounous et autres travailleuses domestiques connaissent la même situation, mais de manière exacerbée. Deux femmes qui exercent un travail rémunéré, ce n'est pas une mauvaise idée. Mais deux mères qui se consacrent intégralement au travail rémunéré, c'est une bonne idée qui dégénère. Au bout du compte, les femmes des pays riches comme celles des pays pauvres sont des actrices de second rôle dans le grand jeu économique dont elles n'ont pas défini les règles.

Les tendances décrites ci-dessus – la polarisation entre pays riches et pays pauvres, l'intensification des contacts et l'établissement de réseaux féminins transcontinentaux – ont entraîné une augmentation de la migration féminine et ont modifié les motivations des femmes à migrer. Elles sont de plus en plus nombreuses à quitter leur pays pour trouver du travail plutôt que pour des raisons de regroupement familial. Et lorsqu'elles en trouvent, c'est souvent dans le secteur du *care*, en pleine expansion et qui, selon l'économiste Nancy Folbre, représente actuellement les 20% de tous les emplois états-uniens (Folbre, 2001 : 55).

Un grand nombre de femmes qui migrent pour occuper ces emplois sont des mères célibataires. Après tout, près d'un cinquième des ménages

du monde ont à leur tête des femmes seules : 24% dans les pays riches, 19% en Afrique, 18% en Amérique latine et aux Caraïbes, et 13% en Asie et dans le Pacifique. Certaines de ces femmes doivent se débrouiller seules car elles sont séparées de leurs conjoints, parfois des maris violents. À ces mères célibataires s'ajoute également le groupe invisible des mères « quasi » célibataires, mariées à des hommes alcooliques, joueurs ou trop usés par la vie pour assumer leurs responsabilités. Par exemple, une nounou des Philippines travaillant actuellement en Californie était autrefois mariée à un homme dont la petite affaire avait fait faillite à cause de la concurrence internationale. Ne trouvant pas d'emploi bien rémunéré et acceptable à ses yeux à l'étranger, il incita vivement son épouse à « partir et gagner du bon argent » en tant que danseuse de cabaret au Japon. Il espérait faire redémarrer son commerce avec cet argent. Horrifiée par sa proposition, elle se sépara de lui pour devenir nounou aux États-Unis.

Nombre de femmes migrantes, voire la majorité d'entre elles, ont des enfants. L'âge moyen des femmes qui immigreront aux États-Unis est de 29 ans, la plupart viennent de pays tels que les Philippines et le Sri Lanka, où l'identité des femmes est centrée sur la maternité et où le taux de natalité est élevé. Les migrantes, particulièrement celles se trouvant en situation irrégulière, ne peuvent souvent pas emmener leurs enfants avec elles. La plupart des mères essaient de laisser leurs enfants aux grands-mères, aux tantes ou au père, approximativement dans cet ordre. L'orphelinat constitue le dernier recours. Ainsi, nombre de nounous travaillant dans des pays riches engagent des nounous pour s'occuper de leurs propres enfants dans leur pays d'origine, soit en tant que mamans de substitution, soit pour fournir de l'aide aux femmes de la famille restées en charge des enfants dans le pays d'origine. Carmen Ronquillo, par exemple, a migré des Philippines à Rome pour travailler comme employée de maison pour une architecte, mère célibataire de deux enfants. Elle a laissé derrière elle son mari, deux adolescents-e-s – et une employée de maison (Parreñas, 1999 : 60).

Quels que soient les arrangements que prennent ces mères pour leurs enfants, la plupart d'entre elles ressentent toutefois douloureusement la séparation, exprimant leur culpabilité et leur remords aux chercheurs et chercheuses qui les interviewent. Une mère migrante qui a laissé son bébé de 2 mois aux soins d'une parente dit : « Les deux premières années j'avais l'impression que je devenais folle. Il faut me croire quand je dis que c'était comme si j'avais des problèmes psychologiques intenses. Je me surprénais à regarder dans le vide, en pensant à mon enfant » (Parreñas, 1999 : 123, 154). Une autre nounou migrante raconte, en larmes : « Lorsque j'ai vu mes enfants à nouveau, j'ai pensé : « Oh ! les enfants grandissent même sans leur mère ! ». J'ai quitté ma plus jeune enfant lorsqu'elle n'avait que 5 ans. Elle avait déjà 9 ans lorsque je l'ai revue, mais elle voulait encore que je la porte ! » (Parreñas, 1999 : 154)

Les travailleuses migrantes sont beaucoup plus nombreuses à s'établir dans leur pays d'adoption que les travailleurs migrants – en fait, c'est le

cas de la plupart d'entre elles. Ces mères restent alors séparées de leurs enfants, un choix accompagné, pour beaucoup, d'une terrible tristesse. Les nounous migrantes, isolées dans la maison de leurs employeurs et confrontées à un travail souvent déprimant, trouvent une consolation en dispensant aux enfants riches dont elles ont la charge l'amour et le soin qu'elles aimeraient pouvoir donner à leurs propres enfants. Dans un entretien avec Rhacel Parreñas, Vicky Diaz, une enseignante diplômée qui a laissé cinq enfants aux Philippines, dit : «La seule chose que tu peux faire, c'est de donner tout ton amour à l'enfant [dont tu dois t'occuper]. En l'absence de mes enfants, le mieux que je pouvais faire était de donner tout mon amour à cet enfant» (Parreñas, 1999 : 123). De cette manière, elle participe malgré elle à une opération mondiale de transplantation des affects.

Si ces mères souffrent, leurs enfants souffrent d'autant plus. Et ils sont nombreux. On estime que 30% des enfants philippins – quelque huit millions – vivent dans des ménages où au moins un parent est parti à l'étranger. On trouve des enfants dans la même situation en Afrique, en Inde, au Sri Lanka, en Amérique latine et dans l'ex-Union soviétique. Comment ces enfants se portent-ils ? Pas très bien, selon une recherche du Centre de migration Scalabrini de Manille, conduite auprès de plus de sept cents enfants en 1996. Comparés à leurs camarades de classe, les enfants des travailleurs-ses migrant-e-s tombent plus souvent malades ; ils sont plus souvent colériques, confus et apathiques ; et leurs résultats scolaires sont particulièrement faibles. D'autres études sur cette population révèlent une augmentation de la délinquance et du suicide infantile⁷. Lorsqu'on demande à ces enfants s'ils aimeraient, une fois devenus grands, également migrer et laisser leurs propres enfants entre les mains d'autres personnes, tous répondent par la négative.

Si l'on compare les carences affectives dont souffrent ces enfants avec la profusion d'amour dont bénéficient les enfants des pays riches, l'on éprouve un certain sentiment d'injustice. Dans sa recherche sur les femmes de couleur employées comme travailleuses domestiques, Sau-Ling Wong affirme que le temps et l'énergie que ces travailleuses vouent à leurs employeurs sont détournés de leurs propres enfants (Wong : 1994). Il n'y a toutefois pas que le temps et l'énergie qui sont en cause : il y a aussi l'amour. En ce sens, nous pouvons parler de l'amour comme d'une ressource inégalement distribuée – une ressource qu'on extrait d'un endroit au profit d'un autre.

Est-ce que l'amour est vraiment une «ressource» à laquelle un-e enfant a droit ? Certes, la Déclaration des Droits de l'Enfant des Nations Unies affirme le droit de tous les enfants à une atmosphère de bonheur,

7. Robert Frank, «High-Paying Nanny Positions Puncture Fabric of Family Life in Developing Nations», *Wall Street Journal*, 18 décembre 2001.

d'amour et de compréhension. Pourtant, cette revendication est difficile à satisfaire. Plus nous aimons et nous sommes aimé-e-s, plus nous pouvons aimer profondément. L'amour n'est pas une ressource limitée comme la plupart des ressources matérielles. Autrement dit, l'amour est une ressource renouvelable ; elle se reproduit d'elle-même. Et pourtant, Rowena Bautista ne peut pas être à deux endroits en même temps. Il se peut aussi que plus elle donne d'amour à Noa, moins elle en donne à ses trois propres enfants, là-bas aux Philippines. Noa, dans un pays riche, obtient plus d'amour ; Clinton et Princela, dans un pays pauvre, en obtiennent moins. En ce sens, l'amour apparaît véritablement comme une denrée rare et limitée, comme un minéral extrait de la terre.

Peut-être alors que les affects sont bel et bien des ressources que l'on peut partager, mais elles se comportent quelque peu différemment des ressources matérielles, que ces dernières soient rares ou renouvelables. Selon Freud, nous n'« annulons » ou n'« investissons » pas un affect, nous ne faisons que le déplacer ou le rediriger. Il s'agit d'un processus inconscient au moyen duquel, en fait, nous ne renonçons pas à un sentiment tel que, par exemple, l'amour ou la haine. Nous lui trouvons plutôt un nouvel objet – dans le cas de l'attirance sexuelle, un objet plus approprié que l'original, que Freud présume être notre parent de sexe opposé. Freud a appliqué l'idée de transfert principalement aux relations au sein de la famille nucléaire ; il suffit de peu pour l'appliquer à des relations telles que celle de Rowena à Noa. Comme Rowena l'a dit à Frank, le reporter du *Wall Street Journal* : « Je donne à Noa ce que je ne peux pas donner à mes enfants. »

On peut comprendre que les parents des pays riches soient heureux que les nounous redirigent leur amour de la sorte et qu'ils les encouragent même à le faire. L'amour de la nounou envers leurs enfants est perçu par certain-e-s employeurs ou employeuses comme un produit naturel de la « culture du tiers monde », qui serait plus riche sur le plan affectif, caractérisée par des liens familiaux chaleureux, une vie communautaire forte et une longue tradition de dévouement maternel. En engageant une nounou, beaucoup de personnes espèrent implicitement importer la « culture indigène » d'un pays pauvre, afin de combler les manques en matière de soins et d'affection dans leur propre pays riche. Ils importent les bienfaits des « valeurs familiales » des pays pauvres. Selon les termes de la directrice d'une crèche coopérative de la baie de San Francisco, « ça peut paraître étrange à dire, mais nos collaboratrices du Mexique et du Guatemala savent mieux aimer un-e enfant que les parents de la classe moyenne blanche. Elles sont plus décontractées, patientes et joyeuses. Elles ont plus de plaisir avec les enfants. Les parents très impliqués dans leur vie professionnelle sont pressés par le temps et anxieux de développer les talents de leurs enfants. Je dis aux parents qu'ils peuvent vraiment apprendre à aimer grâce à l'expérience des femmes d'Amérique latine (Latinas) et des Philippines (Filipinas). »

Lorsqu'on lui demande pourquoi le rapport des mères anglo-saxonnes aux enfants est si différent de celui des femmes des Philippines, la directrice de la

crèche émet l'hypothèse suivante: «Les femmes des Philippines sont élevées dans un environnement plus décontracté et plus affectueux. Elles ne sont pas aussi riches que nous, mais elles ne sont pas si pressées par le temps, si matérialistes, si anxieuses. Elles ont une culture plus aimante, plus orientée sur la famille.» Une mère, avocate états-unienne, exprime un point de vue similaire :

«Carmen adore tout simplement mon fils. Elle ne s'inquiète pas de savoir s'il apprend son alphabet, ou s'il ira dans une bonne école maternelle. Elle a simplement du plaisir avec lui. Et en fait, avec des parents anxieux et surmenés comme nous, c'est vraiment ce dont Thomas a besoin. J'aime mon fils plus que n'importe qui au monde. Mais les choses étant ce qu'elles sont, Carmen lui fait plus de bien que moi.»

Les nounous des Philippines que j'ai interviewées en Californie parlent très différemment de l'amour qui les lie aux enfants dont elles ont la charge dans un pays riche. Pour elles, cet amour n'est pas un produit d'importation en provenance d'heureuses contrées rurales ; il se développe en partie sur les côtes états-uniennes, sous l'influence de l'idéologie nord-américaine du lien affectif mère-enfant. Il est renforcé par la profonde solitude de ces femmes ainsi que par l'intense nostalgie qu'elles éprouvent à l'égard de leurs propres enfants. Si l'amour est une ressource précieuse, il n'est pas simplement extrait des pays pauvres et réimplanté dans les pays riches ; il doit plutôt son existence même à une alchimie culturelle particulière qui se produit dans le pays dans lequel il est importé.

Pour Maria Gutierrez, qui s'occupe du bébé de 8 mois de deux personnes fortement impliquées dans leur vie professionnelle (une avocate et un médecin, né-e-s aux Philippines mais habitant actuellement à San Jose, en Californie), ce sont la solitude et les longues heures de travail qui alimentent son amour pour l'enfant de ses employeurs. «J'aime Ana plus que mes propres deux enfants. Oui, plus ! C'est étrange, je le sais. Mais j'ai le temps d'être avec elle. Je suis payée. Je suis seule ici. Je travaille dix heures par jour, avec un jour de congé. Je ne connais personne dans le quartier. Alors cette enfant me donne ce dont j'ai besoin.»

Bien plus, elle est à même d'apporter à l'enfant de ses employeurs une attention et des soins différents de ceux qu'elle pourrait donner à ses propres enfants. «Je suis plus patiente», explique-t-elle, plus détendue. Je place l'enfant en priorité. Mes enfants, je les traitais comme ma mère me traitait.»

Je lui ai demandé comment sa mère l'avait traitée, et elle a répondu :

«Ma mère a grandi dans une famille de paysans. C'était une vie difficile. Ma mère n'était pas chaleureuse avec moi. Elle ne me touchait pas et ne me disait pas qu'elle m'aimait. Elle ne pensait pas qu'elle devait faire ça. Elle avait perdu quatre bébés avant ma naissance – deux à la suite d'une fausse couche et deux qui sont morts quand ils étaient encore des bébés. Je crois qu'elle craignait de m'aimer quand j'étais bébé car elle pensait que je pourrais aussi mourir. Ensuite

elle m'a fait travailler en tant que «petite mère» pour prendre soin de mes quatre sœurs et frères cadets. Je n'avais pas de temps pour jouer.»

Par chance, une femme plus âgée qui vivait à côté de chez elle l'a prise en affection, lui donnant souvent à manger et l'accueillant même pour la nuit lorsqu'elle était malade. Maria se sentait plus proche de la famille de cette femme que de ses tantes, oncles et cousin-e-s biologiques. Elle avait été, d'une certaine façon, adoptée informellement – une pratique qu'elle dit courante aux Philippines, à la campagne et même dans certaines villes, pendant les années 60 et 70.

D'une certaine manière, Maria a vécu une enfance prémoderne, marquée par une mortalité infantile élevée, le travail des enfants et l'absence de sentimentalité, inscrite dans une culture qui faisait une large place à l'engagement familial et au soutien communautaire. Ce qui rappelle la situation de la France du XV^e siècle, telle que décrite par Philippe Ariès dans *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, où il n'y avait pas encore de romantisation de l'enfant et d'idéologie bourgeoise de la maternité intensive (Ariès, 1962 ; Hays, 1996). L'engagement comptait beaucoup plus que les sentiments.

L'engagement de Maria envers ses propres enfants, âgés de 12 et 13 ans lorsqu'elle est partie travailler à l'étranger, porte la marque de cette éducation. Quelles que soient leur colère et leur tristesse, Maria leur envoie de l'argent et les appelle, adienne que pourra. L'engagement est bien présent, mais elle doit encore faire un travail émotionnel pour exprimer ses sentiments. Lorsqu'elle téléphone maintenant à la maison, raconte Maria : «Je dis à ma fille : «Je t'aime.» Au début, ça sonnait faux. Mais après un moment c'est devenu naturel. Et maintenant elle le dit en retour. C'est étrange, mais je crois que j'ai appris que c'était O.K. de dire ça depuis que je vis aux États-Unis.»

L'histoire de Maria soulève un paradoxe. D'une part, le monde riche extrait de l'amour du monde pauvre. Mais ce qui est extrait est en partie produit ou assemblé ici : le temps libre, l'argent, l'idéologie de la relation parents-enfants, la solitude des mères migrantes et l'intense nostalgie qu'elles éprouvent à l'égard de leurs propres enfants. Dans le cas de Maria, son enfance prémoderne aux Philippines, l'idéologie postmoderne de l'amour maternel et de l'enfance qui règne aux États-Unis, la solitude de l'immigrée s'allient pour façonner l'amour qu'elle donne à l'enfant de ses employeurs. Cet amour est aussi un produit de la disponibilité des nounous, qui sont ici délivrées des contraintes temporelles et de l'anxiété relative à la scolarisation des enfants que les parents ressentent en revanche dans leur propre pays ; là où n'existe aucun filet de protection sociale, là où l'on ne peut compter ni sur le soutien d'une structure étatique, ni sur celui de la communauté, ni sur celui des liens conjugaux, enfants et parents ne peuvent s'en sortir que grâce au travail de ces derniers. Ainsi, l'amour que Maria donne en tant que nounou n'est pas atteint par les effets déstabilisateurs du nouveau capitalisme états-unien.

Si tout cela est vrai – si l’amour de la nounou est effectivement au moins partiellement produit par les conditions dans lesquelles il est donné – peut-on dire que l’amour de Maria pour une enfant d’un pays riche est véritablement extrait de ses propres enfants dans un pays pauvre? Oui, car sa présence quotidienne a été enlevée et avec elle l’expression quotidienne de son amour. C’est, bien sûr, la nounou elle-même qui effectue l’extraction. Toujours est-il que si ses enfants souffrent du manque de son affection, elle souffre avec eux. Cette souffrance constitue la «livre de chair» (*pound of flesh*) prélevée sur elle et sur eux par la globalisation.

Étrangement, dans les pays riches, la souffrance des migrantes et de leurs enfants est rarement visible pour les bénéficiaires de l’amour des nounous. La mère de Noa focalise son attention sur la relation de sa fille avec Rowena. La mère d’Ana concentre son attention sur la relation de sa fille avec Maria. Rowena aime Noa, Maria aime Ana. Elles ne voient pas plus loin. L’amour de la nounou est une chose en soi. Il est unique, privé – fétichisé. Marx parlait de la fétichisation des objets, pas des sentiments. Lorsqu’on fétichise un objet – un 4x4, par exemple – on voit cet objet comme indépendant de son contexte. On ne tient pas compte, affirmerait Marx, des hommes qui ont récolté le latex de caoutchouc, des travailleurs à la chaîne qui ont fixé les pneus, et ainsi de suite. Or, de même que nous isolons mentalement notre perception d’un objet du contexte humain dans lequel il a été fabriqué, de même nous séparons sans nous en rendre compte l’amour entre la nounou et l’enfant de l’ordre capitaliste mondial de l’amour dans lequel il est inscrit.

La notion d’extraction des ressources du Sud pour enrichir le Nord n’est pas nouvelle. Elle remonte à l’impérialisme et ceci dans sa forme la plus littérale : l’extraction, au XIX^e siècle, de l’or, de l’ivoire et du caoutchouc des pays pauvres. Cette forme d’impérialisme ouvertement coercitive et androcentrée, qui persiste aujourd’hui, s’est toujours accompagnée d’une forme plus discrète où les femmes jouaient un rôle central. Aujourd’hui, alors que l’amour et le *care* deviennent le «nouvel or», les femmes occupent une place de plus en plus importante dans l’histoire. Dans les deux cas, que ce soit à travers la mort ou le déplacement de leurs parents, les enfants des pays pauvres en paient le prix.

L’impérialisme dans sa forme classique impliquait le pillage par le Nord des ressources physiques du Sud. Ses principaux protagonistes étaient pratiquement tous des hommes : des explorateurs, des rois, des missionnaires, des soldats et les hommes autochtones qui récoltaient le latex de caoutchouc sauvage et d’autres ressources sous la menace des armes. Les États européens légitimèrent ces pratiques et une idéologie fut élaborée pour les justifier : «le fardeau pour l’homme blanc» en Grande-Bretagne et la mission civilisatrice en France. Dans les deux cas l’accent était mis sur les bienfaits de la colonisation pour les colonisés.

La brutalité de l’impérialisme de cette époque n’est pas à minimiser, même lorsque nous comparons l’extraction des ressources matérielles des pays pauvres pratiquée en ce temps-là à l’extraction des ressources émotionnelles pratiquée

de nos jours. Aujourd'hui, le Nord n'extrait pas l'amour du Sud par la force : il n'y a pas d'officiers portant le casque colonial, pas d'invasions armées, pas de navires transportant des armes et se dirigeant vers des colonies. À la place, nous voyons un spectacle anodin : des femmes des pays pauvres qui poussent des landaus ; qui marchent patiemment dans la rue bras dessus, bras dessous avec une personne âgée ou qui sont assises à leurs côtés dans les parcs des pays riches.

Aujourd'hui, la coercition opère différemment. La contrainte brutale est certes utilisée dans le commerce du sexe et dans certaines formes de travail domestique, mais dans l'ensemble le nouvel impérialisme émotionnel n'est pas imposé sous la menace d'un fusil. Ce sont les femmes qui choisissent de migrer pour effectuer du travail domestique. Mais leur choix est en réalité l'effet de contraintes économiques. L'abîme qui sépare les pays riches des pays pauvres constitue en soi une forme de coercition, car c'est l'absence de possibilités de travail près de chez elles qui pousse les mères du Sud à chercher du travail au Nord. Mais dans le cadre de l'idéologie dominante du libre marché, la migration est perçue comme un « choix personnel » et ses conséquences sont considérées comme des « problèmes personnels ». En ce sens, la migration ne crée pas un fardeau pour l'homme blanc mais bien, à travers une série de liens invisibles, un fardeau pour l'enfant de couleur.

Il se peut que certains enfants de mères migrantes des Philippines, du Sri Lanka, du Mexique et d'ailleurs soient laissés sous la garde de personnes aimantes de leur parenté, qui s'occupent très bien d'eux. Nous avons besoin de plus de données si nous voulons savoir comment se portent ces enfants. Mais si nous devons découvrir qu'ils ne vont pas bien, comment devrions-nous réagir ? Je conçois trois approches différentes. Premièrement, nous pourrions dire que toutes les femmes, où qu'elles soient, devraient rester à la maison et s'occuper de leur propre famille. Le problème de Rowena ne serait alors pas la migration mais l'abandon de son rôle traditionnel. Une deuxième approche consisterait à nier l'existence d'un problème : la fuite du *care* (*care drain*) est une conséquence inévitable de la mondialisation, qui est en elle-même bénéfique. Une offre de main-d'œuvre rencontre une demande : où est le problème ? Si la première approche condamne le phénomène de la migration mondiale, la seconde s'en félicite. Aucune des deux ne reconnaît ses coûts humains.

Selon une troisième approche – celle à laquelle j'adhère – le travail rémunéré consistant à donner des soins aimants aux enfants, avec un nombre d'heures raisonnable, est une très bonne chose. Et la mondialisation apporte avec elle de nouvelles opportunités, telles que l'accès des nou-nous à un bon salaire. Mais elle induit également de nouvelles situations émotionnelles douloureuses pour les enfants des pays pauvres. Nous devons prendre en compte les besoins des sociétés du Sud, y compris ceux de leurs enfants. Nous avons besoin de développer une éthique globale

adaptée aux réalités économiques mondiales émergentes. Si nous allons nous acheter une paire de chaussures Nike, nous devrions connaître le salaire de la personne qui les a fabriquées et ses horaires de travail. De même, si Rowena prend soin d'un enfant de 2 ans à dix mille kilomètres de chez elle, nous devrions savoir ce qui arrive à ses propres enfants.

Si nous adoptons cette approche, que devrions-nous faire, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres? Une solution évidente serait de faire en sorte que l'économie des Philippines et des autres pays pauvres atteigne un niveau qui permette à leurs citoyen-ne-s de vivre aussi bien qu'à l'étranger. Alors les Rowena du monde pourraient subvenir aux besoins matériels de leurs enfants avec des emplois qu'elles trouveraient chez elles. Cette solution semble idéale, à défaut d'être facilement réalisable; cependant, Douglas Massey, un spécialiste de la migration, signale qu'elle comporte, du moins à court terme, quelques problèmes inattendus. Selon Massey, ce n'est pas le sous-développement qui pousse les femmes comme Rowena à émigrer dans les pays riches, mais le développement lui-même. Il constate en effet que plus le pourcentage de femmes travaillant dans des usines locales est grand, plus grande est la probabilité que ces femmes entreprennent un premier voyage sans statut légal à l'étranger. Peut-être que l'horizon de ces femmes s'élargit. Peut-être qu'elles rencontrent d'autres personnes qui sont parties à l'étranger. Peut-être qu'elles en viennent à désirer de meilleurs emplois et davantage de biens. Quelle que soit la motivation du départ, plus les gens d'une communauté migrent, plus grande est la probabilité que d'autres les suivent.

Si le développement pousse à la migration et si nous sommes favorables à une certaine forme de développement, nous avons besoin de trouver de meilleures réponses, sur le plan humain, à la migration générée par le développement. Pour les femmes qui migrent pour fuir des maris violents, une partie de la solution consisterait à leur offrir une protection plus près de chez elles, par exemple en créant des refuges contre la violence domestique dans leur propre pays. Une autre possibilité serait de trouver des moyens pour permettre aux nounous de prendre leurs enfants avec elles. Ou, en dernier recours, on pourrait exiger des employeurs qu'ils financent des visites régulières des nounous dans leur pays d'origine.

Une solution plus fondamentale, bien sûr, serait d'augmenter la valeur du travail de *care* lui-même, afin de conférer davantage de reconnaissance à la personne qui l'effectue. Le travail de soins, dans ce cas, ne serait plus dévalorisé. Mais voilà le problème: la valeur du travail consistant à élever un-e enfant – qui a toujours été basse par rapport à la valeur d'autres types d'emplois – a encore baissé sous l'impact de la mondialisation. Les enfants ont une valeur incommensurable aux yeux de leurs parents, bien sûr, mais le travail fourni pour les élever n'entraîne pas beaucoup de reconnaissance aux yeux de la société. Lorsque les femmes au foyer de la classe moyenne élevaient leurs enfants sous la forme d'un

travail non rémunéré et à plein-temps, ce travail tirait sa dignité de l'aura dont il était entouré aux yeux de la classe moyenne. C'était le seul bénéficiaire du culte de la femme nord-américaine qui prévalait dans la classe moyenne au XIX^e et au début du XX^e siècle qui avait sinon comme grand inconvénient de confiner les femmes au foyer. Avec le passage de l'activité consistant à élever les enfants du statut de travail non rémunéré à celui de travail rémunéré effectué par des employées domestiques, sa faible valeur marchande a fait apparaître au grand jour la disqualification foncière qui caractérise depuis toujours le travail de soins en général. Celui-ci s'est trouvé d'autant plus dévalorisé.

Si le travail de *care* a si peu de valeur, ce n'est ni parce qu'il ne correspondrait pas à un besoin, ni parce qu'il serait simple et facile à effectuer. En réalité, la perte de valeur du travail de soins aux enfants résulte d'une politique basée sur les inégalités. On peut établir un parallèle avec la perte de valeur, sur le marché international, des produits alimentaires de base par rapport aux biens manufacturés. Bien qu'ils soient de toute évidence plus nécessaires à la vie, les produits tels que le blé et le riz se négocient à des prix bas et qui ne cessent de baisser, alors que les biens manufacturés se vendent cher. Tout comme le bas prix des produits primaires sur le marché maintient les pays pauvres dans un statut inférieur au sein de la communauté des nations, la faible valeur marchande du *care* maintient à un niveau inférieur le statut des femmes qui l'effectuent – et, en fin de compte, de toutes les femmes.

Une excellente manière d'élever la valeur du *care* consiste à y impliquer les pères. Si les hommes partageaient les soins aux membres de leur famille dans le monde entier, le *care* se développerait horizontalement plutôt que d'être repoussé à un échelon inférieur de l'échelle sociale. En Norvège, par exemple, tous les hommes employés ont droit à une année de congé de paternité rémunérée à 90%. Les 80% des hommes norvégiens prennent maintenant plus d'un mois de congé parental. En ce sens, la Norvège est un modèle pour le reste du monde. En effet, ce sont les hommes qui, dans leur majorité, se sont soustraits au travail de soins et c'est avec eux que la fuite du soin (*care drain*) commence vraiment.

Dans toutes les sociétés développées, les femmes occupent des emplois rémunérés. Selon l'Organisation internationale du travail, la moitié des femmes du monde âgées entre 15 et 64 ans effectuent un travail rémunéré. Entre 1960 et 1980, sur 88 pays étudiés, 69 ont affiché une proportion grandissante de femmes effectuant un travail rémunéré. Depuis 1950, cette proportion a énormément augmenté aux États-Unis ; elle est restée élevée en Scandinavie et au Royaume-Uni et modérée en France et en Allemagne. Si nous voulons des sociétés développées avec des femmes médecins, responsables politiques, enseignantes, conductrices de bus et programmatrices en informatique, nous allons avoir besoin de gens qualifiés pour donner des soins affectueux à leurs enfants. Et il n'y a pas de raison que toutes les sociétés ne puissent pas bénéficier de ce type de travail. Il se peut

même que Rowena Bautista ou Maria Gutierrez soient les bonnes personnes pour le fournir, à condition que leurs propres enfants les accompagnent ou, sinon, qu'ils reçoivent tous les soins dont ils ont besoin. En définitive, l'article 6 de la Déclaration des Droits de l'Enfant des Nations Unies – que les États-Unis n'ont pas encore signée – définit un objectif aussi important pour Clinton et Princesa Bautista que pour le féminisme. Cet article nous dit que nous devons valoriser le *care* comme notre plus précieuse ressource, et que nous devons observer avec attention d'où il vient et où il va. Car aujourd'hui, le privé est mondial. ■

Traduction : Laurence Bachmann

Références

Philippe Ariès (1962). *Centuries of Childhood*. New York: Vintage.

Stephen Castles et Mark Miller (1998). *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*. New York: Guilford Press.

Nancy Folbre (2001). *The Invisible Heart: Economics and Family Values*. New York: The New Press.

William Greider (1998). *One World, Ready or Not*. New York: Simon and Schuster.

Sharon Hays (1996). *The Cultural Contradictions of Motherhood*. New Haven: Yale University Press.

Arlie Hochschild (1997). *The Time Bind: When Work Becomes Home and Home Becomes Work*. Metropolitan Books, Henry Holt and Company: New York.

Rhacel Parreñas (1999). *The Global Servants: (Im)Migrant Filipina Domestic Workers in Rome and Los Angeles*, Ph.D. dissertation, Berkeley: Department of Ethnic Studies, Université de Californie.

Sau-Ling Wong (1994). «Diverted Mothering: Representations of Caregivers of Color in the Age of Multiculturalism». In Evelyn Nakano Glenn, Grace Chang and Linda Rennie Forcey (Eds), *Mothering: Ideology, Experience and Agency* (pp. 67-91). London: Routledge.

Hania Zlotnik (1999). «Trends of International Migration Since 1965: What Existing Data Reveal». *International Migration*, 37 (1), 21-61.